



A l'attention de Madame le Maire
Mairie de Saint Denis de Pile
Place de Verdun
33910 Saint Denis de Pile

Ussac, le 12/02/25

Réf. : Ss/ca/infra n°25.020

Objet : Prise de compte de l'Autoroute A89 dans le PLU de Saint Denis de Pile

PJ : Plan du DPAC
Plan de localisation des projets PV

Copie : Pôle Infrastructure / CALI

Madame le Maire,

Nous avons pris connaissance de l'arrêt de révision du PLU de la commune de Saint Denis de Pile sur le site de la CALI.

Sauf erreur de notre part, nous n'avons pas été conviés aux différentes réunions des Personnes Publiques Associées.

La commune est en effet traversée par l'autoroute A89 concédée à ASF.

Or, pour permettre une exploitation adéquate de l'ouvrage autoroutier et son adaptation dans le temps (adaptation à l'évolution du trafic, à l'évolution de la demande de nos clients et des normes de sécurité et environnementales), il importe que les documents d'urbanisme prennent en compte la présence de l'autoroute.

C'est la raison pour laquelle nous vous adressons nos observations sur le projet de PLU :

1- La juste définition de l'assiette foncière de l'autoroute

Le Domaine Public Autoroutier de l'A89 Concédé à ASF (DPAC) sur la commune de Saint Denis de Pile est un domaine délimité par décision ministérielle n°645/1 du 20/04/2009.

Les emprises du DPAC ne se limitent pas au seul tracé de l'autoroute. Le DPAC peut comprendre également des aires de repos ou de service avec présence d'enseignes commerciales, nos locaux d'exploitation, les logements d'astreinte de notre personnel, ou encore des emprises pour projets d'aménagements ultérieurs.

Afin que les habitants visualisent bien le Domaine Public Autoroutier Concédé et le tracé de l'autoroute, ceux-ci doivent être clairement identifiés dans le plan de zonage et dans tous les documents graphiques du PLU.

ASF – Direction régionale Sud Ouest
2 avenue des Brousseaux – 19270 Ussac
Tél: +33 5 55 87 84 00
www.vinci-autoroutes.com

Actuellement, le DPAC n'est pas identifié sur le projet de plan de zonage.

Pour votre complète information, nous vous adressons les plans de délimitation du DPAC approuvés par décision ministérielle (5 planches).

2- La maîtrise de l'urbanisation aux abords de l'autoroute

Dans les zones traversées par l'autoroute, les règles d'implantation des constructions par rapport à celle-ci doivent être clairement mentionnées.

- **Une marge de recul des constructions à respecter le long de l'autoroute**

Si la **bande d'inconstructibilité des 100 mètres** de part et d'autre de l'autoroute dans les secteurs non urbanisés prévue par l'article L 111-6 du code de l'Urbanisme est bien figurée sur le plan de zonage et le règlement des zones concernées, elle ne semble pas prise en compte dans le document de présentation des OAP et notamment au droit de l'**OAP dite de Grand Frappe** qui se situe pour partie dans la **bande d'inconstructibilité**. **Le tampon éco-paysager mentionné ne semble pas respecter cette profondeur de 100m.**

En secteur urbanisé (cf zone 1Aux, UGv et UGvi), une bande d'inconstructibilité doit être maintenue pour préserver le bon voisinage avec l'autoroute. Il conviendra donc qu'ASF soit consulté sur tout projet d'aménagement prévu à proximité de l'autoroute. La marge de recul à respecter devra être étudiée au cas par cas.

- **Une vigilance particulière sur les projets d'aménagements aux abords de l'autoroute qui peuvent avoir des incidences hydrauliques**

Tout aménagement de terrain, tendant à réduire les infiltrations des eaux zénithales dans les sols et à augmenter les écoulements empruntant les ouvrages hydrauliques de franchissement de l'autoroute, devra faire l'objet d'une étude spécifique relative aux incidences éventuelles sur les installations autoroutières. Cette étude devra vérifier que la protection de l'autoroute (chaussées, plate-forme, ouvrage d'art, etc.) est toujours assurée en période de crue centennale.

Aussi, **concernant l'OAP de Grand Frappe**, il conviendra qu'ASF soit saisie à partir des éléments d'étude concernant les installations susceptibles d'entraîner des modifications, quelles qu'elles soient au réseau hydraulique existant : plans, profils, étude hydraulique. ASF pourra être amenée à émettre des réserves ou à faire part de son désaccord. Les adaptations des ouvrages du domaine public autoroutier rendues nécessaires par le projet seront à la charge du demandeur. A cet égard, le maintien d'une zone protégée de l'urbanisation à proximité des points de rejet d'eau pluviale de l'autoroute est de nature à préserver un espace foncier qui pourrait être utilisé afin d'installer le cas échéant des dispositifs de protection de la ressource en eau.

- **La bande de classement sonore de l'autoroute**

Le secteur affecté par le bruit des infrastructures routières (250 mètres de part et d'autre de l'A89 depuis le bord de l'autoroute) doit figurer à la fois dans l'annexe dédiée aux « Périmètres de prescription acoustique et prescriptions d'isolement acoustique » et sur le plan de zonage.

Le contenu du règlement des zones concernées doit par ailleurs au minimum reprendre ou renvoyer vers les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 relatif au classement sonore des infrastructures de transport terrestre.

Actuellement, le secteur affecté par le bruit des infrastructures routières figure sur les plans de zonage mais **le tableau mentionné à l'article 1.18 pourrait être complété en faisant clairement apparaître la catégorie retenue pour l'A89 (infrastructure de catégorie 2 - largeur de 250m).**

3- La biodiversité

- **La levée des secteurs de biodiversité et la suppression des Espaces verts protégés (EVP et EBC) sur le DPAC**

Le plan de zonage identifie des espaces boisés classés dans les emprises du DPAC: parcelles YX 153, YX 5, XA 57, YX 156, XA 382.

Cette identification n'est pas compatible avec l'exploitation de l'autoroute.

Dans le cadre de la valorisation de ses dépendances vertes, ASF applique une gestion appropriée favorable à la préservation de la biodiversité. Cependant, les éléments qui constituent ces dépendances vertes ne peuvent pas être figés par une procédure additive susceptible d'interdire les interventions d'entretien de la végétation qui répondent à des obligations de sécurité et réglementaires (entretien des clôtures, des fossés, visibilité des panneaux, arbres dangereux, fauchage de l'accotement, gestion des espèces invasives ...)

Nous demandons donc la suppression de ces zones protégées dans les emprises du DPAC.

- **Les EVP sur les délaissés autoroutiers:**

L'identification d'espaces protégés au titre de l'article L. 151-23 sur les parcelles propriété d'ASF peut compromettre les usages de ces parcelles exigés par l'exploitation et l'évolution de l'autoroute.

Le plan de zonage identifie des EVP dans le domaine privé d'ASF: parcelles YX 161, YX 67, YX 163, YX 170, YX 154, YX 157, YX 7, XA 384, XA 375, XA 294, XA 289, YW 362, YW 367, YW 86, YV 198, YM 93, YM 272, YL 254, YL 252, YL 247, YL 244.

De nombreuses opérations (y compris de modernisation environnementale) requièrent des occupations temporaires pour leurs phases de travaux. Tout en veillant à la prise en compte écologique et au respect du droit de l'environnement, ces occupations sont préférentiellement recherchées sur nos propriétés afin de minimiser la gêne auprès des riverains.

ASF applique également une démarche de valorisation écologique sur nombre de parcelles et ce sous forme de restauration/réhabilitation de milieux (restauration de zones humides, création de mares, de haies) conventionnement (pâturage pour maintien de milieux ouverts) ou rétrocession à des fins de conservation (conservatoires, syndicat de rivière).

Une telle identification dans le PLU serait source de procédures additionnelles entravant ces usages.

4- L'entretien et la maintenance de l'infrastructure autoroutière

L'ouvrage autoroutier est soumis à des règles de maintenance strictes dont l'objectif est d'assurer la sécurité des automobilistes; à ce titre il est essentiel que votre document d'urbanisme (tant la partie réglementaire que graphique) permette nos interventions sur l'ensemble du DPAC; ces opérations peuvent porter sur la chaussée, les bassins autoroutiers, les clôtures ou encore la végétation.

Chacune des zones concernées par le DPAC (Np, A et Ap) doit prendre en compte ces aspects. Ce qui implique une rédaction adaptée du règlement de ces zones en 4 points:

- **Caractéristiques des zones**
le règlement des zones sus désignées doit donc spécifier qu'elle englobe également le DPAC (Autoroute A89).
- **L'article 1.1.1.2** relatif aux « Limitations de certains usages et affectations des sols, constructions et activités » doit autoriser les constructions et aménagements nécessaires à l'activité autoroutière sans limite de surface de plancher sur l'unité foncière, y compris affouillements et exhaussements de sol qui y sont liés.
- **L'article 1.2.2.3** relatif aux « clôtures » doit expressément préciser que les dispositions citées ne sont pas applicables aux clôtures autoroutières (qui peuvent être de hauteur supérieure à 2 m et étanche à la petite faune).
Par ailleurs, **l'article 1.4 des dispositions générales** doit préciser que les clôtures autoroutières ne sont pas soumises à déclaration préalable.
Les clôtures autoroutières sont implantées dans les emprises du Domaine Public Autoroutier Concédé, lequel est aménagé pour répondre à des impératifs réglementaires et de sécurité indispensables à l'exploitation de l'infrastructure autoroutière.

5- Les autres projets aux abords de l'autoroute

Sur votre territoire, plusieurs projets photovoltaïques sont à l'étude sur le Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC) et le domaine privé d'ASF.

Pour permettre la réalisation de ces projets, il convient que les emprises concernées soient classées dans des zones favorables au photovoltaïque (zonage Npv ou Apv), autorisant les parcs photovoltaïques au sol.

A défaut et en dernier recours, le zonage devra au moins être A ou N, et non A-Protégé, et devra intégrer la sous destination décrite ci-après. Un zonage A autorisant explicitement la destination suivante : « équipements d'intérêt collectif et services publics : locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés, locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale, salles d'art et de spectacles, équipements sportifs, lieux de culte, autres équipements recevant du public » pourra s'avérer compatible, après discussion avec la DDT.

Vous trouverez dans le document joint le détail des sites envisagés.

Nous vous remercions de bien vouloir prendre en considération ces projets dans le document d'urbanisme à venir et modifier le zonage de ces emprises actuellement envisagé en zone Ap.

6- Interdiction de la Publicité aux abords de l'autoroute

L'interdiction de la publicité aux abords de l'autoroute n'est pas prise en compte dans le document PLU par le biais d'un Règlement Local de Publicité intercommunal.

Le RLPi a pour objectif de veiller à faire respecter la réglementation en matière de publicité le long des autoroutes qui a pour finalité **la sécurité des automobilistes** désormais codifiée dans le Code de l'Environnement et le Code de la Route.

Enfin, nous vous saurions gré de bien vouloir associer ASF à tout projet, toute réunion concernant l'utilisation des sols aux abords de l'autoroute.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à nos observations sur ce projet de révision du PLU de Saint Denis de Pile, nous vous prions d'accepter, Madame le Maire, nos salutations distinguées.

Clément CAIRE
Chef du District du Périgord



Signature
numérique de
Clément CAIRE
Date : 2025.02.17
17:21:01 +01'00'

PLAN DE LOCALISATION DES PROJETS PV



